

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché Global de Performance Installations de Recharges pour Véhicules Electriques et Hybrides Rechargeables

N° 2025950ACTX010

Date limite de dépôt des offres :

MARDI 10 JUIN 2025 avant 12 h 00

SOMMAIRE

1 - Objet du contrat	4
2 - Etendue de la consultation.....	4
2.1 - Mode de passation.....	4
2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature.....	4
2.3 - Type de contrat/accord-cadre.....	4
2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
2.5 - Codes CPV.....	5
3 - Conditions de la consultation.....	5
3.1 - Délai de validité des offres.	5
3.2 - Groupement d'entreprises.....	5
4 - Remise du DCE.....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.1 - Documents et pièces à produire	6
5.2 - Visite sur site	8
5.3 Modifications de détail au Dossier de Consultation.....	Erreur ! Signet non défini.
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Copie de sauvegarde	9
7 - Examen des candidatures et des offres.....	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Attribution des marchés.....	10
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	12
8 - Renseignements complémentaires	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
8.2 - Procédure de recours.	13

AIDE A LA DEMATERIALISATION

La procédure « marché public » est réalisée exclusivement par voie dématérialisée.

L'ensemble des échanges (questions/réponses, rejets, notification, avenants...) est réalisé électroniquement via le site www.marches-publics.gouv.fr ; renseignez une adresse qui sera privilégiée lors de ces différents échanges électroniques.

Concernant l'utilisation de la plateforme en ligne, l'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- Si le présent dossier a été téléchargé de manière anonyme ou via un agrégateur, les réponses aux éventuelles questions ou les modifications de DCE ne leur parviendront pas ;
- Si le nom d'un fichier est trop long, des problèmes peuvent être rencontrés au téléchargement des offres ;
- Compte-tenu du temps de transfert, il est fortement conseillé de prévoir un délai de téléchargement du dossier de réponse. Le téléchargement la veille de la date limite est une bonne pratique.

Contenu du dossier de la consultation :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Les annexes financières (BPU / DQE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Programme Fonctionnel des Besoins (P.F.B.) et ses 9 annexes :
 - ✓ 4-58-0224-Annexe A PLAN DE SITUATION TOUS SITES
 - ✓ 4-58-0224-ANNEXE B – CHERBOURG
 - ✓ 4-58-0224-ANNEXE B - Implantation IRVE-CREC
 - ✓ 4-58-0224-ANNEXE B - Implantation IRVE-INSPE EPSE
 - ✓ 4-58-0224-ANNEXE B - IRVE-CAMPUS 1
 - ✓ 4-58-0224-ANNEXE B - IRVE-VIRE
 - ✓ 4-58-0224-ANNEXE B- IRVE-CAMPUS 2
 - ✓ 4-58-0224-ANNEXE B- IRVE-CAMPUS 4 & 5
 - ✓ 4-58-0224-ANNEXE C – prérequis UNICAEN

1 - Objet du contrat

L'université de Caen Normandie, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Elle accueille plus de 33 000 étudiants au sein de douze composantes (UFR, écoles, instituts) et est implantée dans trois départements de la région Normandie : le Calvados, la Manche et l'Orne.

L'université de Caen souhaite déployer, au travers d'un Marché Global de Performance, un réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques et hybrides rechargeables sur les sites suivants :

- Les campus de Caen comprenant :
 - Le campus 1,
 - Le campus 2,
 - Le campus 4&5.
- Le campus de l'INSPÉ (ESPE) de Caen : Institut national supérieur du professorat et de l'éducation Normandie,
- Le campus de Cherbourg comprenant :
 - L'IUT Grand Ouest Normandie,
 - L'ESIX Normandie : École supérieure d'ingénieurs Normandie et l'UFR LVE : Langues vivantes étrangères,
 - La Bibliothèque universitaire (BU),
 - Le Complexe sportif universitaire (CSU).
- Le Centre de Recherches en Environnement Côtier (CREC) à Luc-Sur-Mer,
- Le campus de Vire.

Les prestations attendues portent sur :

- La fourniture et pose avec études de conception d'IRVE,
- L'exploitation et supervision du réseau,
- La gestion monétique et le service à l'utilisateur,
- La maintenance préventive et corrective.

Il est attendu des candidats un engagement sur les performances des installations (taux de disponibilité des bornes).

2 - Etendue de la consultation

2.1 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L2113-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer cette consultation pour les motifs suivants : au vu des caractéristiques du présent marché, la décomposition en lot entraînerait une complexité de gestion accrue et des offres financières moins pertinentes.

2.3 - Type de contrat/accord-cadre

Le contrat prendra la forme d'un marché global de performance, selon les dispositions des articles L2171-3, R2171-2 et R2171-3 du Code de la Commande Publique.

Le marché prévoit le recours à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, sans minimum avec un maximum de 1 500 000 € HT. Pour information, à ce stade, seule la première phase de travaux (année 1) fait l'objet d'un financement identifié.

2.3.1 - Prestations supplémentaires éventuelles

La présente consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelles.

2.3.2 - Variantes

Cf article 2.4 du CCAP

2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'accord-cadre est d'une durée de 4 ans à compter de la notification.

2.5 - Codes CPV

65320000-2	Exploitation d'installations électriques
31224500-7	Bornes
50532400-7	Services de réparation et d'entretien de matériel de distribution électrique
45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
31121110-4	Convertisseurs
31600000-2	Matériel électrique
31682000-0	Approvisionnement en électricité
31682210-5	Instruments et équipement de commande et de contrôle
63712400-7	Services de parc de stationnement

3 - Conditions de la consultation

3.1 - Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 - Groupement d'entreprises

Le marché peut être attribué à une entreprise ou à un groupement d'entreprises, étant entendu que le groupement doit être constitué dès le stade de la candidature

Il n'est pas autorisé aux candidats de présenter plusieurs offres pour un marché en agissant à la fois en qualité de mandataire d'un groupement et en qualité de co-traitant d'un ou plusieurs groupements. Il est admis à un candidat d'être membre de plusieurs groupements à la condition de ne pas être mandataire de l'un d'eux.

La répartition financière des prestations par cotraitant sera indiquée dans l'annexe prévue à cet effet, et les documents demandés (RIB, Kbis, attestation d'assurance) seront joints à l'offre pour chaque cotraitant.

4 - Remise du DCE

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivant : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents et pièces à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R2143-3 et R. 2143-4 du Code de la Commande Publique :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Renseignement concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés	Signature
Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) – Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation	NON
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1)	NON
Renseignement sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail (DC1)	NON
Attestations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente	NON
Extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription	NON
Pour les candidats étrangers, attestations équivalentes délivrées par les autorités compétentes. Si ces documents ne sont pas en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté	NON
Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard de l'article R. 324-4	OUI *

* : signature manuscrite scannée acceptée

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou équivalent)	NON
En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet	NON
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	NON

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	NON
Certificats de Qualifications professionnelles de type Qualifelec Installation IRVE P2 Maintenance IRVE MA1 ou équivalence démontrée	NON
L'agrément de l'ACPR (Banque de France) du prestataire monétique proposé ou à défaut les exemptions d'agrément	NON
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de conduite des opérations dédiés à l'exécution du marché et intervenus dans le cadre de marchés de même nature	NON
5 références techniques (dont à minima 1 par membre du groupement le cas échéant) pour des prestations de même nature sur les 5 dernières années, pour des prestations réalisées ou en cours de réalisation faisant apparaître le montant HT des travaux, les coordonnées du responsable de la Maîtrise d'ouvrage, l'année de réalisation Il est demandé aux candidats de préciser si les références présentées portent sur : <ul style="list-style-type: none"> • Des travaux, • L'exploitation, • La gestion monétique, • La maintenance. 	NON
Indication des formations effectuées par l'équipe dédiée au marché, spécifiques dans le(s) domaine(s) des prestations sollicitées, au cours des 5 dernières années	NON
Un document indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution des prestations de même nature (en annexe au DC2 si utilisation de ce document et tout document complémentaire).	NON

Pièces de L'offre :

Il est attendu des candidats la remise :

- D'un mémoire technique respectant le formalisme détaillé ci-après,
- Le BPU / DQE dument complété et sans modification des items avec une copie au format Excel,
- L'Acte d'Engagement dument complété (y compris engagement de performance)

Le mémoire technique ne devra pas excéder 40 pages au format A4 (1 recto / verso étant à considérer comme équivalent à 2 pages) hors page de garde et sommaire et hors annexes autorisées (cf. contenu des annexes autorisées détaillées ci-après).

Le mémoire doit impérativement être structuré de la manière suivante pour répondre aux critères de jugement de l'offre technique :

- **Organisation des moyens humains et matériels mis en œuvre pour :**
 - La fourniture et pose avec études de conception d'IRVE,

- L'exploitation et supervision du réseau,
- La gestion monétique et le service à l'utilisateur,
- La maintenance préventive et corrective.
- En annexe 1 au mémoire : la présentation des intervenants affectés au projet (nom, prénom, fonction, rôle, CV).
- **Méthodologie pour la fourniture et pose avec études de conception d'IRVE :**
 - Modalités de réalisation des études d'exécution,
 - Modalités de réalisation des travaux,
 - En annexe 2 au mémoire : un exemple d'études d'exécution pour un projet similaire,
 - En annexe 3 au mémoire : les fiches techniques des bornes proposées.
- **Méthodologie pour l'exploitation et supervision du réseau :**
 - Présentation des fonctionnalités prévues par le système de supervision proposé et délai maximum d'intervention en cas de dysfonctionnement des outils proposés,
 - Procédure de transmission des données en fin de marché,
 - Contenu du rapport annuel proposé,
 - Contenu des rapports à la demande pouvant être générés.
 - En annexe 4 au mémoire :
 - Un exemple de rapport annuel proposé,
 - Un exemple de rapport à la demande pouvant être généré.
- **Méthodologie pour la gestion monétique et le service à l'utilisateur :**
 - Présentation des fonctionnalités prévues par le système de gestion monétique proposé et délai maximum d'intervention en cas de dysfonctionnement de l'outil proposé,
 - La politique tarifaire qui s'appliquera aux usagers sur la durée du marché pour l'itinérance,
 - Le service client et hotline proposé pour garantir un service de qualité (jours et plages horaires pour la hotline Technique et la hotline Commercial, nombre d'étapes avant accès à un conseiller physique, annonce du temps d'attente, interventions possibles à distance sur les bornes, etc.),
 - Le site internet et application smartphone,
 - En annexe 5 au mémoire : la liste des accords d'itinérance entrante et sortante intégrées sans surcoût à leur offre.
- **Méthodologie pour la maintenance préventive et corrective :**
 - Modalités de réalisation de la maintenance préventive,
 - Modalités de réalisation de la maintenance corrective courante et délais d'intervention,
 - Modalités de réalisation de la maintenance corrective à l'acte et délais d'intervention :
 - Durée pour établir un devis,
 - Délai d'approvisionnement,
 - Délai pour réaliser l'intervention suite à validation du devis par le Maître d'Ouvrage.
 - En annexe 6 au mémoire : la gamme de maintenance préventive proposée.

L'attention des candidats est portée sur le respect du formalisme du mémoire (40 pages autorisées ; 6 annexes attendues). En cas de dépassement du nombre de pages ou du nombre d'annexes, les pages et/ou annexes supplémentaires ne seront pas analysées.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visite sur site

La visite du site n'est pas obligatoire mais conseillée.

Les candidats sont réputés avoir pris connaissance des lieux.

Ils ne pourront invoquer par la suite une méconnaissance des lieux pour modifier leurs prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la personne publique.

Pour toute visite, le candidat devra prendre attache auprès de :

- M. Sébastien JEANNE - Responsable Pôle Génie Électrique et Travaux infrastructure réseaux informatiques
- Université de Caen Normandie, Direction du Patrimoine et de la Logistique, Esplanade de la Paix - 14032 Caen cedex 5
- Téléphone : 02.31.56.55.10 ; Courriel : sebastien.jeanne@unicaen.fr

L'ensemble des questions devra être déposé sur la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr> pour permettre en retour une réponse. Aucune réponse ne sera apportée le jour de la visite.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document via la plateforme de dématérialisation PLACE www.marches-publics.gouv.fr

6.1 - Transmission électronique

La transmission électronique des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.2 - Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais indiqués ci-dessus, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier à l'adresse suivante :

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Esplanade de la Paix

CS 14032

14032 Caen CEDEX 5

Ou par voie dématérialisée à l'adresse mail : marches.publics@unicaen.fr

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique.
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- **Critère « Prix » : 40%**
- **Critère « Technique » : 50%**
- **Critère « Engagement de Performance » : 10%**

Les candidats obtiendront une note sur 100 points calculée par application des notes sur 100 points obtenues pour chaque critère et des coefficients de pondération indiqués ci-avant.

Les notes des critères et sous-critères seront arrondies au centième le plus proche.

7.2.1 - Critère « Prix »

La Note « Prix » sur 100 points (pondération 40 % de la note totale) sera constituée de la somme des notes suivantes :

- **Prix du marché, hors poste 1 (40 points)**

Le critère prix se base sur le DQE (non contractuel) rempli par le soumissionnaire. Les postes 2, 3 et 4 sont analysés dans cette partie.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

$$40 \times \left(\frac{\text{Montant de l'offre moins disante}}{\text{Montant de l'offre à noter}} \right)$$

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

- **Prix du marché, poste 1 uniquement (60 points)**

Le critère prix se base sur le DQE (non contractuel) rempli par le soumissionnaire. Le poste 1 est analysé dans cette partie.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

$$60 \times \left(\frac{\text{Montant de l'offre moins disante}}{\text{Montant de l'offre à noter}} \right)$$

N.B. : le total des points obtenus à l'issue des deux formules de calcul sera pondéré à 40%.

7.2.2 - Critère « Technique »

La Note « Technique » sur 100 points (pondération 50 % de la note totale) sera constituée de la somme des notes suivantes :

Critères	Sous critères	Pondération du sous-critère
Organisation des moyens humains et matériels – Pondération 20%	Qualité de l'organisation des moyens humains et matériels mis en œuvre pour : <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture et pose avec études de conception d'IRVE, • L'exploitation et supervision du réseau, • La gestion monétique et le service à l'utilisateur, • La maintenance préventive et corrective 	80 %
	Pertinence des intervenants affectés au projet (nom, prénom, fonction, rôle, CV)	20 %
Méthodologie pour la fourniture et pose avec études de conception d'IRVE – Pondération 20%	Pertinence des modalités de réalisation des études d'exécution et des travaux.	70 %
	Exemple d'études d'exécution pour un projet similaire	15 %
	Fiches techniques des bornes proposées (avec description des caractéristiques techniques, de leur réparabilité et recyclabilité)	15 %
Méthodologie pour l'exploitation et supervision du réseau – Pondération 20%	Pertinence de la méthodologie pour l'exploitation et la supervision du réseau appréciée au regard : <ul style="list-style-type: none"> • De la présentation des fonctionnalités prévues par le système de supervision proposé, • Du délai maximum d'intervention en cas de dysfonctionnement des outils proposés, • De la procédure de transmission des données en fin de marché 	70 %
	Pertinence des rapports : <ul style="list-style-type: none"> • Contenus proposés du rapport annuel et des rapports à la demande pouvant être générés, • Exemples de rapport annuel proposé et exemple de rapport à la demande pouvant être généré. 	30 %
Méthodologie pour la gestion monétique et le service à l'utilisateur – Pondération 20%	Pertinence de la méthodologie pour la gestion monétique appréciée au regard : <ul style="list-style-type: none"> • De la présentation des fonctionnalités prévues par le système de gestion monétique proposé, • Du délai maximum d'intervention en cas de dysfonctionnement des outils proposés, • De la politique tarifaire qui s'appliquera aux usagers sur la durée du marché pour l'itinérance, • La liste des accords d'itinérance entrante et sortante intégrées sans surcoût à leur offre. 	40 %
	Pertinence de la méthodologie pour le service à l'utilisateur appréciée au regard : <ul style="list-style-type: none"> • Le service client et hotline proposé pour garantir un service de qualité (jours et plages horaires pour la hotline Technique et la hotline Commerciale, nombre d'étapes avant accès à un conseiller physique, 	60 %

	annonce du temps d'attente, interventions possibles à distance sur les bornes, etc.), • Le site internet et application smartphone,	
Méthodologie pour la maintenance préventive corrective – Pondération 20%	Pertinence des modalités de réalisation de la maintenance préventive et gamme de maintenance préventive proposée	40 %
	Pertinence des modalités de réalisation de la maintenance corrective courante et délais d'intervention	30 %
	Pertinence des modalités de réalisation de la maintenance corrective à l'acte et délais d'intervention : durée pour établir un devis, délai d'approvisionnement, délai pour réaliser l'intervention suite à validation du devis par le Maître d'Ouvrage	30 %

Chaque critère et sous-critère est évalué sur 100 points de la manière suivante :

- Sans précision : 0 / 100
- Insuffisant : de 1 à 25 / 100
- Moyen : de 26 à 50 / 100
- Satisfaisant : de 51 à 75 / 100
- Très satisfaisant : de 76 à 100 / 100

Il est ensuite appliqué la pondération par sous critère pour obtenir une note sur 100 pour le critère concerné.

La totalité des points obtenus sur le critère technique sera au final pondéré à 50%.

7.2.3 - Critère « Engagement de Performance »

La Note « Engagement de Performance » sur 100 points (pondération 10 % de la note totale) sera calculée ainsi :

- Soit D_{in} l'engagement en % du soumissionnaire, sur le taux de disponibilité annuel des PDC installées par le titulaire du marché tel que défini dans le P.F.B.
- Soit D_{maxn} la valeur maximale de D_{in} le plus élevé proposé par tous les soumissionnaires dont l'offre a été jugée recevable,
- Soit D_{minn} la valeur minimum de D_{in} fixé au P.F.B. à 95%,
- Les soumissionnaires bénéficient d'une note égale à (valeur arrondie à l'entier supérieur):

$$100 \times \left[1 - \left(\frac{D_{in} - D_{maxn}}{D_{minn} - D_{maxn}} \right) \right]$$

Note : Les offres des soumissionnaires indiquant un engagement D_{in} inférieur à la valeur minimum verront leur offre jugée non conforme.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Dans le cadre de cette procédure, l'acheteur se réserve la possibilité d'ouvrir une phase de négociation avec les trois candidats ayant obtenu la meilleure note, conformément à l'article R2123-5 du Code de la Commande Publique. Le cas échéant, cette négociation comprendra une phase de

régularisation des offres et/ou une phase d'optimisation des offres. Ainsi, après une première analyse des offres sur la base des critères de jugement précités, il pourra être demandé à l'ensemble des soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Cette négociation pourra donner lieu à une ou plusieurs auditions et/ou être menée par écrit.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédure de recours.

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Caen.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA, et dès la signature du contrat dans un délai : 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. L'acheteur a donc intérêt à publier un avis d'attribution le plus rapidement possible après la notification du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Caen
3 rue Arthur Leduc
BP 25086
14050 CAEN CEDEX 4

En cas de difficulté survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22 Mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 NANTES CEDEX